

**Lettre ouverte à la députée de la circonscription, Nadège Abomangoli (NUPES) et
aux élus de la minorité municipale d'Aulnay se réclamant de la NUPES**

Madame la députée,

Madame et messieurs les conseillers municipaux de la NUPES,

En vous élisant à une large majorité, Madame la députée, les Aulnaysiens ont clairement exprimé leur rejet de la droite, de l'extrême droite et surtout de Macron.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, Macron s'est aligné sur le président américain Biden et sur l'OTAN : envoi de milliers de soldats français aux frontières de la Russie ; des milliards d'euros pour financer les armes envoyées en Ukraine. 43 milliards d'euros sont budgétés pour la Défense et la guerre en 2023. De plus une loi de programmation militaire prévoit 377 milliards d'euros (les généraux réclament 410 milliards !) pour 2024-2030 !

Conséquences ? Toujours moins d'argent pour les hôpitaux, l'école, les services publics, explosion des charges locatives, salaires écrasés par la flambée des prix, notamment de l'énergie et des produits de première nécessité. Le manque de moyens et de personnels met en danger les enfants victimes de bronchiolite et hypothèque l'avenir de tous les jeunes à l'école.

Cette politique anti-ouvrière est dictée par les capitalistes. Rien d'étonnant que Macron-Borne la mettent en œuvre. Et que le maire de droite Beschizza l'applique avec zèle sur Aulnay.

Ce qui l'est plus, c'est que les partis politiques auxquels vous appartenez ont, lors des débats à l'Assemblée nationale, apporté leur soutien au budget de guerre.

- Christophe Bex, représentant du groupe LFI, a déclaré : « *Notre groupe salue la progression du budget.* »
- Anna Pic, au nom du groupe du Parti socialiste a estimé que ce budget, même « *insuffisant* » est « *tout de même mieux que rien* » et a donné un avis favorable.
- Fabien Roussel, au nom du Parti communiste français, a tenu à « *saler l'enveloppe de 1,7 milliards prévus pour l'achat de petits équipements.* »

Pas une voix ne s'est élevée contre ce budget appliquant la marche à « **l'économie de guerre** » annoncée par Macron, venant des partis se réclamant de la gauche ! Nombreux sont les travailleurs qui déclarent : « *nous ne pouvons plus payer* » avec l'envol des prix, les hausses de charges.

Avec les personnels soignants, avec les enseignants et parents, nous exigeons : « *De l'argent pour les services publics, l'école, l'hôpital, pas pour la guerre !* »

Ni Poutine, ni Biden, Ni Macron ! Solidarité des travailleurs du monde entier !

Vive l'Internationale ouvrière !

Rassemblement à Paris, le samedi 10 décembre à 14 h 30 (place Édouard-Herriot, aux abords de l'Assemblée nationale)